

Les Retraites CHEMINOTS **FO**



La mère de nos batailles

Force ouvrière, des femmes et des hommes libres dans une organisation indépendante

Réforme des retraites

Pour FO Cheminots

c'est toujours NON !

Dans les grèves et manifestations

dès le 31 janvier !

La contre-réforme voulue par le gouvernement est présentée comme nécessaire et juste. En vérité elle est un choix purement politique consistant à faire payer aux salariés les cadeaux faits à d'autres.

Passons en revue les quelques éléments de langage utilisés par les partisans de cette contre-réforme.

Des économies nécessaires :

Nécessaires pour qui ?

Le journal patronal « les échos » le dit lui-même mieux que nous ne saurions le dire : la hausse du budget des armées sur la période 2024-2030 (21 milliards d'euros) est supérieure aux économies prévues par la réforme gouvernementale des retraites sur la même période (13 milliards).

La part des richesses nationales consacrée aux dépenses de retraite est globalement stable pour les 50 ans à venir alors même que la part de la population de plus de 60

ans augmente sans cesse. Cela signifie donc que la part du gâteau qui revient aux retraités va proportionnellement baisser. Cela légitime non seulement la revendication du maintien des régimes de retraite existants mais également leur amélioration.

L'argument démographique ne vaut rien. Il ne s'agit pas de savoir le nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités mais la richesse produite par chaque actif. Or les gains de productivité font que chaque actif produit aujourd'hui 3 fois plus de

richesses qu'en 1980. La question est encore à qui profite ces gains.

Le déficit maximal envisagé, qui ne serait que passer, est estimé à 13 milliards d'euros. Le montant du Fond de Réserve des Retraites est de 26 milliards d'euros. Il faut de plus rappeler que ce sont quelques 150 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales qui sont accordés chaque année aux entreprises, cotisations qui sont notre salaire différé censé financer la Sécurité Sociale, dont les retraites font partie.

Améliorer le minimum de pension.

Argument phare du gouvernement, la réforme permettrait de porter le minimum de pension à 85% du SMIC. Tout d'abord, nul besoin d'une réforme pour cela mais simplement d'appliquer la loi : ce minimum de pension figure dans la loi depuis 2003. Comme souvent, le diable se cache dans les détails : le gouvernement quand il évoque ce minimum de pension parle des salariés ayant une carrière complète au SMIC. Or ce cas de figure n'existe quasiment pas : selon une étude récente, cela concernerait 48 personnes en France.

La question des régimes spéciaux.

Il conviendrait d'ailleurs de parler de régimes pionniers. Il faut rappeler que ces régimes, acquis par la lutte des salariés concernés, préexistaient au régime général. Ils ont été maintenus à la création du régime général, de manière provisoire, jusqu'à ce que les améliorations de ce dernier permettent de servir la même qualité de prestation. Nous y sommes toujours favorables.

Enfin, qu'en est-il de l'engagement présidentiel d'un retour au plein emploi ? Le président ne semble pas y croire lui-même ! En effet, si retour au plein emploi il y a, il n'y aura aucun déficit des caisses de retraite, même momentané ! Il s'agit en vérité de prendre dans la poche des salariés pour payer le « quoi qu'il en coûte » !

En clair, FO cheminots appelle chacun à participer aux grèves et manifestations dès le 31 janvier, comme nous y appelions dès le 19 janvier. Fidèles à nous-mêmes, nous réaffirmons que la grève appartient aux grévistes. Nous appelons donc à tenir des Assemblées Générales partout pour décider des modalités et des suites de la grève. FO Cheminots y proposera la grève jusqu'au retrait du projet gouvernemental.